

# POUR UNE GAUCHE ALTERNATIVE,

égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

**L**es Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical: une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes.

C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alterdéveloppement est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie ali-

mentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux: une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps. L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les

défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■

**solidarités** **écologie**  
**les alternatifs**  
**autogestion** **féminisme**

## PLUS D'INFOS SUR LES ALTERNATIFS

■ Je souhaite recevoir des infos sur les Alternatifs, mouvement rouge, vert, féministe et autogestionnaire

**Nom**  
**Prénom**  
**Adresse**

**adresse électronique**

Présents dans les mobilisations, les syndicats, les associations, les collectifs citoyens, les Alternatifs élaborent un projet qui synthétise les aspirations à l'autogestion, à l'égalité, au féminisme et à l'écologie.

Coupon à renvoyer aux Alternatifs, 40 rue de Malte 75011 Paris  
<http://www.alternatifs.org>  
tél 01 43 57 44 80 fax 01 43 57 64 50  
[contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)



# Le rêve du MEDEF, un cauchemar collectif

Avec le Contrat nouvelle embauche, la Droite a imposé une nouvelle étape vers la société dont rêve le MEDEF : moins de droits sociaux, baisse du coût du travail, réduction massive des dépenses publiques. Cette politique touche une majorité de la population, et devient insupportable pour une part croissante des couches populaires.

**E**lle s'inscrit dans un projet global :  
- recherche du profit financier maximum

- mise en concurrence des peuples, qui tire les systèmes sociaux vers le bas (c'est le projet Bolkestein, déjà mis en œuvre dans le secteur de la marine marchande avec les pavillons de complaisance, des salaires de misère...et les marées noires)

- pression partout pour le coût du travail le plus bas, par tous les moyens, de la précarisation à la délocalisation.

- marchandisation de tous les aspects de la vie.

Pour aboutir, cette stratégie nécessite la répression contre celles et ceux qui résistent, et l'abêtissement programmé pour les autres (bouillie télévisuelle et consommation de gadgets). Si elle n'est pas mise en échec, elle aboutira à une société disloquée, à la perte des droits sociaux, à de graves déséquilibres écologiques.

Le Contrat Nouvelle Embauche, imposé par décret, est symptomatique. Ce contrat précaire de 2 ans, pire encore que le CDD, permet au patron de licencier à sa guise des salariés privés de droits. Il touche particulièrement les jeunes et les femmes, et qui pourra trouver à se loger dans de telles conditions de précarité ?

Comme la loi Hartz IV en Allemagne a renforcé la pauvreté, la « baisse » du chômage cache mal la hausse de toutes les formes de précarité (RMI, temps partiel imposé, intérim).

Les dangers du projet de la Droite et du capital sont désormais perçus par une majorité. Le NON au Traité constitutionnel européen manifestait cette défiance, qui s'exprime aussi dans bien d'autres pays. Mais les résistances éparpillées, les journées d'action, les mobilisations le temps d'un scrutin ne suffiront pas à renverser la tendance.

Nous avons besoins d'une mobilisation sociale et politique de longue haleine autour d'un projet alternatif :

- Le partage des richesses, par la hausse des salaires et la (re)construction des droits au logement, à la santé, à l'éducation, à des services publics de qualité, par une fiscalité équitable.

La mobilisation pour ces objectifs ne sera possible que si l'étau que font peser le chômage et la précarité est desserré.

- L'unification et la hausse des minima sociaux à hauteur du SMIC est une mesure de justice pour les plus pauvres, en même temps qu'un enjeu pour tout le salariat.

La contre offensive pour les services publics doit lier solidarités sociales (droits égaux pour toutes et tous) et territoriales (mêmes services dans toutes les régions), et associer salariés de ces services et population. Après la constitution de collectifs de défense des services publics dans de nombreux départements et localités, la manifestation nationale du 19 novembre pour les services publics sera une nouvelle étape dans la mobilisation.

Les plans sociaux toujours plus brutaux exigent une mobilisation pour la pérennité de l'emploi et des garanties en termes d'indemnisation et de protection sociale.

Mais, au-delà de ces mesures défensives, des reprises autogestionnaires d'entreprises avec tous les salariés concernés doivent être mises à l'ordre du jour.

Une alternative au tout camion et à l'hégémonie de l'automobile, qui destructurent les territoires et les

modes de vie, et mettent en danger l'environnement, est nécessaire. En défendant et étendant le réseau ferroviaire, en ripostant aux attaques programmées contre la SNCF et les acquis de ses salariés, en développant les transports en commun les moins polluants.

La réorientation massive des crédits de recherche/développement en faveur des énergies alternatives renouvelables est urgente.

Pour répondre à la course de vitesse que mènent la droite et la capital financier, il y a urgence à construire une mobilisation large et durable autour d'un contre-projet social, démocratique, écologique. □

